

Beauvais, le 13 octobre 2017

AGENCE SYLVAIN JOYEUX OISE
21 bis rue Hippolyte Bayard - 60000 Beauvais
Tél. : 03 44 12 19 60 - Fax : 03 44 12 19 69
R.C.S. Beauvais 329 198 337 - Siret : 329 198 337 00985

Objet : Réaménagement des trottoirs et rénovation de l'assainissement de la rue de Paris
Lot n°1 : Assainissement

Monsieur le Maire,

Dans le cadre du décret du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante, il est précisé (article R.4412-97 du Code du travail) que le donneur d'ordre joint aux documents de consultation des entreprises tout document équivalent permettant le repérage des matériaux contenant de l'amiante.

Comme vous le savez, le Maître d'Ouvrage a d'une manière générale l'obligation en tant que propriétaire de l'infrastructure de signaler à l'entreprise la présence de produits dangereux dans ses ouvrages (amiante ou goudron).

Il ressort qu'il appartient au Maître d'Ouvrage de s'assurer pendant la période de conception du projet de l'éventuelle présence d'amiante ou de goudron, soit grâce à ses archives, soit en procédant à des analyses.

Cette responsabilité découle de son obligation de mettre en œuvre les principes généraux de prévention.

Il convient aussi de rappeler que la réglementation impose au Maître d'Ouvrage (Article L541-2 du code de l'Environnement) en tant que responsable des déchets produits par le chantier de transmettre à l'entreprise, avant l'exécution des travaux , toutes informations qu'il juge utile pour permettre à celle-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Le DCE ne donne pas d'information sur l'absence d'amiante ou de goudron dans la composition des supports de chaussées ou de voirie.

Je vous serai reconnaissant de bien vouloir me transmettre toute information sur la présence ou non d'amiante ou de goudron sur l'infrastructure, ou l'ouvrage sur lequel vous envisagez les travaux. En l'absence de celle-ci, des investigations complémentaires devront être entreprises.

Dans cette attente et en vous remerciant, Monsieur le Maire, je vous prie de croire l'expression de mes salutations distinguées.

Philippe DEGEE
Chef d'Agence

SYLVAIN JOYEUX OISE
Ets de Colas Nord-Est

21 bis, rue Hippolyte Bayard - 60000 BEAUVAIS
Tél. : 03.44.12.19.60 - Fax : 03.44.12.19.69
Siret : 329 198 337 00985 - NAF 4211Z

COLAS NORD-EST

Immeuble Echangeur - 44 boulevard de la Mothe - CS 50519 - 54008 Nancy Cedex

Tél. : 03 83 17 83 00 - Fax : 03 83 17 83 01

S.A.S. au capital de 36 562 219 € - R.C.S. Nancy B 329 198 337 - Siret : 329 198 337 00530 - TVA FR 96 329 198 337 - Code APE 4211Z

www.colas-france.fr



NOTE A L'ATTENTION DES SPRIR POUR DIFFUSION VERS LEURS ADHERENTS

« ENROBES AVEC AMIANTE : OBLIGATION DES MAÎTRES D'OUVRAGES ET DES RESPONSABILITES DES ENTREPRISES AVANT TRAVAUX »

Copie pour membres du Comité Prévention sécurité de l'USIRF

9 juillet 2013

Cette note a trois objectifs :

Elle vise tout d'abord à rappeler les obligations des maîtres d'ouvrages relatives à la connaissance ou non de la présence d'amiante dans les couches de chaussées sur lesquelles il est envisagé des travaux ainsi que celles des entreprises. Ces obligations valent aussi pour la teneur en HAP liée à la présence éventuelle de goudron ou de fluxants houillers.

Elle doit permettre aux entreprises adhérentes de situer leurs propres responsabilités au vu des connaissances et de la réglementation actuelle.

Elle annonce la parution prochaine en septembre 2013 de différents documents destinés à informer les maîtres d'ouvrages, les maîtres d'œuvre, les entreprises, les médecins du travail, les inspecteurs du travail, les ingénieurs des CARSAT et de l'OPP-BTP. Ces mêmes documents seront évolutifs. Ces documents élaborés à l'initiative de l'USIRF en partenariat avec la DGT, la CNAM, l'INRS, l'OPP-BTP, la coordination des Médecins Santé au Travail (GNMST-BTP), la FNTF et l'IDRRIM sont en cours de validation.

Des lettres type d'information sur les obligations des maîtres d'ouvrages, rédigées à leur attention sont en annexe de cette note.

L'attention du lecteur est attirée sur le fait que cette note est susceptible d'évoluer en fonction de l'avancement des connaissances, notamment celles relatives aux mesures d'empoussièrement réalisées sur chantiers.

SOMMAIRE

1- Contexte général	2
2- La réglementation sur l'amiante a évolué récemment	2
3- Les obligations des maîtres d'ouvrages	3
4 - La responsabilité des entreprises	4
5- Les documents qui seront publiés en septembre 2013	4
ANNEXES : lettres-type	6

1- Contexte général :

La production d'enrobés routiers contenant de l'amiante a été marginale et représentait environ 0,4% de la production d'enrobés de l'époque 1980-1995 (arrêt dans la plupart des régions en 1992). Elle a été principalement mise en œuvre sur les chaussées d'autoroutes, en rase campagne et en péri-urbain ; c'est-à-dire sur des chaussées qui sont plus souvent rechargées avec une autre couche que fraisées avant rechargement

Cette technique a été utilisée à un dosage en amiante inférieur à 2% (0,8 à 1,5 %), dans une démarche d'innovation pour fabriquer des matériaux plus résistants à la fatigue due au trafic et au vieillissement. Les fibres d'amiante ont été choisies pour leur capacité à fixer le bitume, devenant ainsi fortement liées à la structure interne de l'enrobé. Il était ainsi possible d'augmenter la teneur en bitume et donc les performances recherchées sans risque de ressuage.

L'incorporation de l'amiante comme additif était autorisée à un dosage inférieur à 2%, et à l'époque aucun repérage particulier n'était recommandé tant pour l'entreprise que pour les maîtres d'ouvrage.

Globalement, même si la probabilité de retrouver un enrobé à l'amiante sur un chantier routier est extrêmement faible il est impératif d'intégrer cette possibilité dans le cadre d'une évaluation des risques. Le réemploi ou le recyclage d'un enrobé contenant de l'amiante est interdit.

En pénétrant dans les voies respiratoires, les fibres d'amiante peuvent induire différentes maladies : l'asbestose (une forme de fibrose pulmonaire), des plaques pleurales, le cancer broncho-pulmonaire, le mésothéliome (une forme de cancer de la plèvre). Les maladies provoquées par l'amiante peuvent faire l'objet d'une prise en charge au titre des tableaux 30 et 30bis des maladies professionnelles du régime général de la sécurité sociale.

2- La réglementation sur l'amiante a évolué récemment

La réglementation sur l'amiante a changé avec la parution du décret 2012-639 du 4 mai 2012¹. Elle impose notamment une certification pour les entreprises amenées à intervenir lors d'opérations de retrait (sous-section 3) et la mise en œuvre de plans de retrait.

Les textes relatifs à cette réglementation, de même qu'un « question/réponses » portant sur leur mise en œuvre sont téléchargeables sur le site de la Direction Générale du Travail¹.

Elle confirme les obligations des maîtres d'ouvrages de travaux routiers propriétaire de l'infrastructure. Ces obligations ont été rappelées dans la circulaire du 15 mai 2013 du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie portant instruction sur la gestion des risques sanitaires dans le cas de travaux sur les enrobés amiantés du réseau routier national non concédé.

¹ Voir les liens page suivante

3- Les obligations des maîtres d'ouvrages

L'article L4531-1 du Code du travail² indique que le maître d'ouvrage doit, pendant la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention. Il lui appartient donc de vérifier l'éventuelle présence d'amiante et de HAP (goudron ou fluxants houillers) dépassant le seuil de 50 mg/kg dans l'ouvrage avant de lancer la consultation, soit grâce à ses archives, soit en procédant à des analyses. **En aucun cas le maître d'ouvrage ne peut se soustraire à cette obligation de diagnostic et d'information.**

Le donneur d'ordre doit donc disposer des informations lui permettant de déterminer les spécifications à respecter pour les travaux qu'il envisage et d'établir un cahier des charges pour la consultation sur les plans technique, sécurité, protection de la santé des intervenants et gestion des déchets.

L'article L541-2 du Code de l'environnement et l'article 36.1 du CCAG Travaux² rappellent que le maître d'ouvrage est responsable des déchets produits. La responsabilité commence dès que le déchet est produit et ne cesse qu'une fois que le déchet est complètement et correctement éliminé ou valorisé, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Le maître d'ouvrage doit transmettre à l'entreprise, avant l'exécution des travaux, toutes informations qu'il juge utiles pour permettre à celle-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Dans tous les cas, le maître d'ouvrage doit être en mesure de prouver qu'il a pris toutes les dispositions susceptibles d'assurer une élimination correcte des déchets au travers des choix des entreprises, des clauses figurant aux contrats, du montant prévu pour le traitement des déchets, etc.

En conséquence, à l'occasion de la préparation du cahier des charges définissant les travaux à réaliser, le donneur d'ordre doit caractériser les enrobés concernés afin de s'assurer de l'absence d'amiante et de HAP en teneur élevée dans l'enrobé.

Dans le cas contraire:

- en cas de présence d'amiante, le maître d'ouvrage doit prendre les dispositions nécessaires pour que les entreprises consultées puissent assurer la protection des salariés et évacuent l'enrobé concerné en installation de stockage des déchets appropriée
- en cas de présence de HAP (goudron, dérivés houillers) en quantité supérieure à 50 mg/kg, le donneur d'ordre restreindra ou exclura la possibilité de réutilisation des agrégats d'enrobés dans les enrobés à chaud ou tièdes. Cette valeur pourrait être relevée pour les réutilisations à froid (recyclage à l'émulsion, mousse de bitume ou liant hydraulique, ou encore utilisation comme GNT).

Ces dispositions doivent intervenir dès la préparation du dossier de consultation.

² <http://www.travailler-mieux.gouv.fr/Amiante-Protection-des.html>
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000006178095&cidTexte=LEGITEXT00006072050&dateTexte=20081217>
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000006834445&dateTexte=20080429>
<http://www.marche-public.fr/CCAG-travaux/36-gestion-dechets-chantier.htm>
<http://circulaire.legifrance.gouv.fr/index.php?action=afficherCirculaire&hit=1&r=37064>

4 - La responsabilité des entreprises

L'entreprise en application des principes généraux de prévention devra prendre toutes les mesures d'organisation collectives et de protection individuelle spécifiques si leurs collaborateurs interviennent sur des chantiers contenant des enrobés contenant de l'amiante ou des HAP en teneur élevée.

En tout dernier ressort, si le maître d'ouvrage, avant le démarrage des travaux, n'a pas fourni l'information nécessaire, ou si l'entreprise doute de l'exactitude de l'information fournie, elle doit procéder à la caractérisation des enrobés bitumineux à déconstruire. Cette prestation sera refacturée au maître d'ouvrage.

L'entreprise en cas de découverte inattendue d'amiante pendant les travaux a l'obligation d'arrêter les travaux.

Il convient de rappeler que l'employeur reste seul responsable de la santé et de la sécurité de ses salariés même si le maître d'ouvrage fait défaut.

5- Les documents qui seront publiés en septembre 2013

Des documents élaborés à l'initiative de l'USIRF en partenariat avec la DGT, la CNAM, l'INRS, l'OPP-BTP, la coordination des Médecins Santé au Travail (GNMST-BTP), la FNTF et l'IDRRIM sont en cours de validation. Ils sont destinés à informer les maîtres d'ouvrages, les maîtres d'œuvre, les entreprises, les médecins du travail, les inspecteurs du travail, les ingénieurs des CARSAT et de l'OPP-BTP. Ces documents évolueront en tant que de besoin ; ils tiendront compte notamment de l'évolution de la connaissance des niveaux d'empoussièrement constatés lors des différentes opérations d'intervention sur voiries ou chaussées.

- 1 GUIDE D'AIDE A LA CARACTERISATION DES SUPPORTS DE CHAUSSEES (ENROBES BITUMINEUX)

Ce guide porte uniquement sur les investigations à mener pour établir l'absence ou la présence d'amiante ou de HAP en teneur élevée dans l'enrobé d'une chaussée.

Le guide concerne en premier lieu, les maîtres d'ouvrage et donneurs d'ordre responsables de la caractérisation de leur ouvrage, en l'occurrence la chaussée à entretenir, pour disposer des informations permettant de définir les travaux à réaliser et d'établir le cahier des charges de la consultation.

Les recommandations du guide concernent également :

- les maîtres d'œuvre, bureaux d'étude, concepteur et les coordonnateurs Sécurité et Protection de la Santé travaillant pour les MO
- les entreprises qui seront chargées des travaux, afin qu'elles soient en mesure d'apprécier la réelle prise en compte par le donneur d'ordre de l'éventuelle présence d'amiante ou de d'Hydrocarbures Aromatiques polycycliques (HAP) en teneur élevée dans les chaussées à traiter, et le cas échéant, d'attirer l'attention du dit donneur d'ordre. En effet, les entreprises doivent établir une évaluation des risques sur chantier (en l'occurrence risque Amiante et HAP) et prendre les mesures de prévention en conséquence.

- **3 FICHES DE PREVENTION**

1 Interventions ponctuelles sur les revêtements routiers

Cette fiche décrit les mesures de prévention qu'il est recommandé de mettre en œuvre lors des opérations réalisées sur un revêtement routier. Sont visées les opérations de découpe d'enrobés au marteau ou à la scie, de détournement de regards ou d'engravures réalisées à l'aide de petites raboteuses (largeur rabotage <1m), de reprises de nids de poule, de carottages pour caractérisation/investigation, diagnostics de chaussées, etc.

En présence d'amiante, les dispositions décrites dans cette fiche correspondent à des interventions relevant de la sous-section 4, article R4412-144 du code du travail issu du décret du n°2012-639 du 4 mai 2012

2 Rabotage

Cette fiche décrit les mesures de prévention qu'il est recommandé de mettre en œuvre lors des opérations de rabotage de chaussées. Sont visées les opérations d'une certaine envergure réalisées à l'aide de raboteuses équipées de fraises d'au moins un mètre de largeur et pour lesquelles les interventions manuelles sont limitées. Par conséquent, les moyens de prévention préconisés sont destinés à la protection du conducteur de la raboteuse et du régleur si sa présence est requise mais également du personnel susceptible d'intervenir à proximité des raboteuses (chauffeurs des balayeuses et des camions d'évacuations).

En présence d'amiante, les dispositions décrites dans cette fiche correspondent aux activités relevant de la sous-section 3 du code du travail (article R4412-94).

3 Démolition de chaussées par des techniques autre que le rabotage

Cette fiche décrit les mesures de prévention qu'il est recommandé de mettre en œuvre lors des opérations de démolition de revêtement routier. Sont visées les opérations (hors interventions ponctuelles) d'enlèvement des couches de chaussées au moyen d'engins d'extraction tels que pelles hydrauliques, chargeuses-pelleteuses, chargeuses.

En présence d'amiante, les dispositions décrites dans cette fiche correspondent aux activités relevant de la sous-section 3 du code du travail (article R4412-94).

- **1 GUIDE DE REDACTION DES FICHES INFORMATIVES SUR LES DONNEES DE SECURITE DES ENROBES BITUMEUX**

Ce guide est destiné à tout rédacteur d'une fiche informative sur les données de sécurité d'un enrobé bitumineux, y compris ceux contenant une partie d'agrégats d'enrobés. Il concerne les postes d'enrobage.

Jean-Baptiste DE PREMARE ou Christine LEROY se tiennent à votre disposition pour toute information complémentaire.

XXXXXXXXXX